

COMMISSION PERMANENTE DE CONTROLE LINGUISTIQUE

Commission siégeant sections réunies
Séance du 26 juni 1997

Présents :

madame A. VAN CAUWELAERT - DE WYELS, président

Section française :

monsieur BERTOUILLE, vice-président
madame SOUGNE et messieurs CHERUY et LURQUIN,
membres effectifs

Section néerlandaise :

monsieur VAN EECKAUTE, vice-président
messieurs BOES, MEEUS en VAN BUYTEN,
membres effectifs

Membre germanophone :

monsieur WEHR, membre effectif

Secrétaires :

monsieur BUSINE, directeur d'administration
monsieur VAN SANTEN, directeur
d'administration - adjoint bilingue

29.178/I/PF
TVS/RV

Par lettre du 4 juin 1997, le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur a demandé l'avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique (C.P.C.L.) au sujet d'un projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques des services centraux et d'exécution du ministère de l'Intérieur.

Le ministre propose de répartir de la manière suivante, entre les cadres linguistiques, les 778 emplois des services centraux, à l'exception des emplois en extinction (article 1er du projet d'arrêté royal):

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais	Cadre bilingue français néerlandais	
1	6	6	2	2
2	19	19	5	5
Total (1 + 2)	25	25	7	7
3	75	76		
4	20	20		
5	136	135		
6	83	83		
7	43	43		
Total (3 à 7)	357	357		
Total général	382	382	7	7

Le cadre organique sur lequel le projet de cadres linguistiques est basé, a reçu l'accord commun du ministre de la Fonction publique et du ministre du Budget, le 12 mai 1997. Il a été fixé par arrêté royal le 4 juin 1997.

A l'article 2 du projet d'arrêté royal, 9 emplois sont mis en extinction.

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais
6	5	4

L'article 3 du projet d'arrêté royal répartit de la manière paritaire suivante, entre les cadres linguistiques, les 14 emplois des services d'exécution du ministère de l'Intérieur (Ecole Royale de la Protection civile).

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais
3	1	-
4	1	-
5	1	2
6	3	3
7	1	2
Total	7	7

Les organisations syndicales reconnues au ministère de l'Intérieur ont été consultées conformément à l'article 54, alinéa 2, des lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par arrêté royal du 18 juillet 1966 (L.L.C.).

Sur la base des articles 43, § 3, alinéa 5, 60, § 1er, et 61, § 5, des L.L.C., la Commission permanente de Contrôle linguistique a émis, à l'unanimité, l'avis suivant.

*

* *

Avis de la Commission permanente de Contrôle linguistique

1. De la répartition des emplois aux degrés 1 et 2 de la hiérarchie (emplois de direction).

Les emplois des deux premiers degrés de la hiérarchie sont répartis de manière paritaire. Le nombre des emplois au cadre bilingue s'élève à 14 sur un total de 64, c.-à-d. 21,87 % du total.

Conformément à l'article 43, § 3, alinéa 2, des L.L.C., le cadre bilingue comporte 20 % de l'effectif global des fonctions égales ou supérieures à celles de directeur. Ces fonctions sont réservées, à tous les degrés de la hiérarchie (degrés 1 et 2), en nombre égal aux fonctionnaires des deux rôles linguistiques.

Selon la jurisprudence constante de la C.P.C.L., le nombre des emplois du cadre bilingue doit se rapprocher autant que possible des 20 %. Le projet inscrit 14 emplois (21,87 % du total) au cadre bilingue. La Commission permanente de Contrôle linguistique, conformément à sa jurisprudence constante, estime que la réservation au cadre bilingue de 12 emplois (= 18,75 % du total) est plus conforme au prescrit de l'article 43, § 3, alinéa 2, des L.L.C.

2. De la répartition des emplois aux degrés 3 à 7 de la hiérarchie.

Par sa lettre du 4 juin 1997, le ministre signale que le projet d'arrêté royal fixant les cadres linguistiques est établi sur la même base que celle de l'arrêté royal du 31 mars 1995 fixant les cadres linguistiques de son département, et qui a été approuvé par la C.P.C.L. dans son avis du 30 mars 1995 (avis 27.036/I/P).

A l'époque, le ministre a communiqué des données chiffrées pour toutes les sections de son département: le Secrétariat général et les Services généraux, la direction générale de la Législation et des Institutions nationales, la direction générale de la Protection civile, la direction générale de la Police générale du Royaume, l'Office des Etrangers, le Commissariat général aux Réfugiés, la Commission permanente de Recours des Réfugiés et la Commission permanente de Contrôle linguistique.

Tenant compte de l'importance relative que chaque section revêt dans l'ensemble du département, la Commission permanente de Contrôle linguistique a abouti, à l'époque, à un volume de travail global de 50.165 % F.- 49,835 % N., ce qui a permis d'émettre un avis positif sur la répartition 50 % F.-50 % N. proposée par le ministre pour les emplois des services centraux et d'exécution du ministère de l'Intérieur.

Etant donné qu'aucune modification ne se présente dans le volume de travail global F./N., la Commission permanente de Contrôle linguistique approuve la répartition 50 % F.-50 % N. proposée par le ministre.

Quant aux services d'exécution du ministère de l'Intérieur, la Commission permanente de Contrôle linguistique estime qu'une répartition plus équilibrée de la proportion 50 % N. -50 % F. est réalisée si l'emploi du degré 4 est transféré du cadre français au cadre néerlandais, et un des emplois du degré 7 du cadre néerlandais au cadre français.

La C.P.C.L. estime dès lors que le tableau de l'article 3 du projet d'arrêté royal portant fixation des cadres linguistiques devrait être adapté comme suit.

Degrés de la hiérarchie	Cadre français	Cadre néerlandais
3	1	-
4	- (-1)	1 (+1)
5	1	2
6	3	3
7	2 (+1)	1 (+1)
Total	7	7

*

*

*

Le présent avis est notifié à monsieur le vice-premier ministre et ministre de l'Intérieur qui, conformément à l'article 61, § 3, alinéa 2, des L.L.C., est invité à communiquer à la C.P.C.L. la suite qu'il lui réservera.

Fait à Bruxelles, le 26 juin 1997.

Les secrétaires,

Le président,

Th. VAN SANTEN

J.-M. BUSINE

A. VAN CAUWELAERT-DE WYELS